Cafecs

Carrefour pour une Europe civique et sociale

Article à paraître
sous embargo

20 02 09

Plus d'Europe pour faire face à la crise

L'enjeu des élections du 7 juin

Une crise sociale, celle de l'exclusion, dont nous n'arrivons pas à sortir; une crise écologique, qui avance plus vite que les mesures prises pour la prévenir ; une crise économique aggravée par un séisme financier : une nouvelle donne s'impose, un nouveau vivre ensemble est à inventer, un nouveau modèle de développement à construire, plus sobre, autrement créatif, plus solidaire, pour vivre mieux. Une certaine forme d'individualisme doit être dépassée, car il est devenu évident que l'auto régulation de la société par elle-même et par le marché ne suffit plus. Le projet démocratique est à reconstruire.

Cette problématique se pose au niveau mondial et elle interpelle tout particulièrement les pays engagés dans l'Union européenne, que tant de traits communs unissent. La triple crise les confronte à un nouveau défi qui ne peut être relevé que par une action concertée, passant par le renforcement des institutions communes et visant à introduire plus de solidarité dans les politiques. Pour être efficace, l'action européenne doit en outre s'inscrire dans une stratégie mondiale de sortie de crise. Riche de son expérience d'exercice en commun de la souveraineté et d'union monétaire, l'Europe est particulièrement bien placée pour promouvoir cette stratégie.

Pourtant, tel qu'il se présente aujourd'hui, l'effort collectif européen est loin d'être à la hauteur de la situation. Il ne réussit pas à dépasser la recherche de « consensus mous », fruits de concessions entre égoïsmes nationaux. Un nouvel élan est indispensable, qui redonnerait courage, optimisme, goût à vivre ensemble.

C'est cela qui devrait être l'enjeu principal des élections au Parlement Européen du 7 juin prochain. Enjeu important car le Parlement Européen, peu à peu, s'est affirmé comme une force motrice de l'identité politique européenne en construction, affirmant de plus en plus sa capacité de vigilance, de compromis constructifs et de synthèse. C'est au futur Parlement, élu par tous les Européens au suffrage universel direct, qu'il reviendra de redonner force à la Commission et à la méthode communautaire, face à des gouvernements plus ou moins tentés par le chacun pour soi.

Dans ces conditions, les acteurs regroupés au sein du Carrefour pour une Europe Civique et Sociale demandent :

- **aux gouvernements** d'organiser une campagne pour inciter les citoyens européens à voter massivement le 7 juin, en leur rappelant que l'Europe est désormais leur affaire et en les informant du rôle du Parlement Européen et de ses apports récents dans divers domaines (par exemple pour la réglementation de l'utilisation des produits chimiques, ou pour l'élaboration de la directive « services »). Il serait extrêmement fâcheux que la morosité générale se traduise par une abstention massive, risque qui est loin d'être écarté au stade actuel. Cette abstention fragiliserait l'Union européenne alors qu'il convient de la renforcer. Une campagne nationale, à la télévision et à la radio, devrait être financée par le gouvernement français ;

- **à la Commission** d'élaborer**,** en liaison avec les gouvernements et le FMI, une stratégie mondiale de sortie de crise ;

- **aux partis politiques**

- de s'engager à œuvrer pour que l'Europe contribue à la mise en place d'une stratégie mondiale de sortie de crise ;

- d'exprimer une position claire sur des questions aussi cruciales que le renforcement des institutions, l'augmentation du budget européen (en faisant de l'impôt sur les sociétés un impôt européen), la régulation des activités financières, les moyens à mettre en place pour orienter le fonctionnement de l'économie de marché dans le sens d'un développement durable et solidaire ;

- d'élaborer ces programmes avec les partis européens qui leur sont proches, afin de faire émerger plusieurs types de réponses communes et d'organiser ainsi, peu à peu, une véritable offre politique européenne transnationale permettant à la citoyenneté européenne de s'exprimer ;

- de présenter à l'élection exclusivement des candidats décidés à s'investir pleinement dans leur travail parlementaire et à s'y consacrer à part entière, bref des candidats qui ne considèrent pas le Parlement européen comme une simple position de carrière sans autre enjeu ;

- d'annoncer à l'avance quel candidat chaque parti européen soutiendrait pour la future présidence de la Commission, afin de rendre l'identité future de l'Union européenne plus visible, plus claire et plus cohérente et de permettre au débat électoral d'avoir une véritable dimension européenne, là où il est encore trop souvent un simple reflet des positions nationales.

La communauté humaine est confrontée à une crise sans précédent ; de cette crise, il faut faire émerger un monde nouveau. Nous sommes convaincus que l'Europe a les capacités et l'expérience qui lui permettront d'être un acteur majeur de cette éclosion. C'est pour tous les acteurs de la vie politique et pour chacun des citoyens européens une ardente obligation que d'y contribuer.

Pour CAFECS

Jean Claude Boual, Anne David, Jean Baptiste de Foucauld, Frédéric Pascal, Robert Toulemon